

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/06/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURALIS CEREALES**

Avenue Gaston Phoebus  
64230 Lescar

Références : -  
Code AIOT : 0005201951

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté Au bourg 3 quartier de la Gare 40210 Solférino. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURALIS CEREALES
- Au bourg 3 quartier de la Gare 40210 Solférino
- Code AIOT : 0005201951
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Euralis-Céréales à Solférino exploite une installation de stockage de vrac de céréales mais également l'établissement est autorisé à exploiter une nouvelle activité de stockage de bois en granule.

Les installations de stockage de Solférino collectaient et séchaient plus de 100 000 tonnes de maïs par campagne soit l'équivalent de 3000 camions remorques, avec des pics de collecte à 4 000 tonnes/jour soit un flux de 100 camions remorques par jours.

Depuis au moins 3 ans, les activités de stockage de GPL, de séchages de maïs sont à l'arrêt sur le site de Solférino. L'activité de stockage en vrac de céréales se limite volontairement à 15 000 tonnes de maïs sec à destination des entreprises locales. Les fonds plats de Solférino sont également utilisés pour stocker des céréales en transit vers les débouchés portuaires de Bassens comme le tournesol.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|--------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Cessation d'activité                 | AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Mise à jour du tableau de classement | Autre du 24/04/2026                            | Sans objet               |
| 3  | Accès                                | Arrêté Préfectoral du 25/01/2010, article 4.8  | Sans objet               |
| 4  | Moyens de lutte contre l'incendie    | AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 2 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-655 en date du 11 décembre 2024 sont levées, au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection du 23 avril 2026.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Attestations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement EURALIS, exploitant sur la commune de Solférino à l'adresse suivante : au bourg, 3 quartier de la gare, est mise en demeure : <ul style="list-style-type: none"><li>• de procéder à la cessation d'activité des installations susvisées au sens de l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement dans un délai de <b>3 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté conformément à l'article R.512-74 du Code de l'environnement</li></ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

Suite aux visites d'inspection du 18 août 2022 et du 2 octobre 2024, l'exploitant a été mis en demeure de déposer la cessation d'activité partielle des installations de stockage de gaz et de séchage qui n'étaient plus en activité depuis 3 ans.

L'exploitant a transmis la notification de cessation d'activité partielle le 5 novembre 2024 pour les installations suivantes:

- les 2 cuves de stockages de propane classées sous la rubrique des ICPE 1414 régime de l'autorisation- Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés;
- les 4 séchoirs COMINORS classés sous la rubrique ICPE 2910 régime de l'enregistrement - installations de combustion.

Par ailleurs l'exploitant a transmis les attestations SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX comme demandé à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. Ces documents sont regroupés dans le rapport 24'242'RA'001'01 en date du 23 juillet 2025. Il apparaît que les deux cuves de gaz ont été inertées et évacuées le 19 juin 2025. Le réseau a été inerté. L'usage retenue reste industriel. Aucun travaux n'est envisagé.

Le jour de la visite d'inspection les cuves de stockage de gaz et le réseau relatif avaient été retiré et n'étaient plus présents sur site.  
Le séchoir n'était pas fonctionnel.

La non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-655 en date du 11 décembre 2024 est levée, au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection du 23 avril 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Mise à jour du tableau de classement

**Référence réglementaire :** Autre du 24/04/2026

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement GUNenv

### Prescription contrôlée :

Les installations de l'établissement Euralis Céréales à Solférino sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

| Rubrique  | Description                                                                                           | Capacité                         | Régime* |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------|
| 2160-1.a) | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires et tout produit | V total = 136 111 m <sup>3</sup> | E       |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                   |    |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----|
|           | <p>et tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></p>                                                                                                                                                   |                                                                   |    |
| 2160-2.b) | <p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires et tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2 . A u t r e s installations,</p> <p>b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup></p> | V = 14 722 m <sup>3</sup>                                         | DC |
| 4718-1.   | <p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en</p>                                                                    | <p>2 réservoirs de 117,6 m<sup>3</sup></p> <p>131 t de butane</p> | DC |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                          |   |
|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
|           | <p>est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t</p> |                                                                                                          |   |
| 1414-2.a) | <p>Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de distribution de)</p> <p>2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) :</p> <p>a) Installations de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation</p>                     | Installation de chargement ou déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation | A |
| 2910-A.1  | <p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique,</p>                                                                                 | 4 séchoirs<br>P = 33,3 MW                                                                                | A |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                  |    |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----|
|           | <p>du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) au au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 MW</p> |                                                                  |    |
| 2175-2.   | <p>Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est :</p> <p>2. Supérieure à 100 m<sup>3</sup> mais inférieure à 500 m<sup>3</sup></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>3 cuves de 50 m<sup>3</sup><br/>Total : 150 m<sup>3</sup></p> | D  |
| 2710-1.b) | Installations de                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Q = 3 t                                                          | DC |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                        |    |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----|
| 2710-1.b) | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :<br>1. Collecte de déchets dangereux :<br>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes                    | Q = 3 t                | DC |
| 2710-2.c) | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :<br>2. Collecte de déchets non dangereux :<br>Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>c) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> | V = 200 m <sup>3</sup> | DC |
| 2714-2.   | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :                              | V = 500 m <sup>3</sup> | D  |

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                     |    |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----|
|         | l'installation étant :<br>2. Supérieur ou égal à<br>100 m <sup>3</sup> mais inférieur<br>à 1000 m <sup>3</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                     |    |
| 2718-2. | Installation de<br>t r a n s i t ,<br>regroupement ou tri<br>de d é c h e t s<br>dangereux ou de<br>déchets contenant<br>les substances<br>dangereuses ou<br>préparations<br>dangereuses<br>mentionnées à<br>l'article R. 511-10 du<br>c o d e d e<br>l'environnement, à<br>l'exclusion des<br>installations visées<br>aux rubriques 2710,<br>2711, 2712, 2717,<br>2719 et 2793.<br>La quantité de<br>déchets susceptible<br>d'être présente dans<br>l'installation étant :<br>2. inférieure à 1 t | P r o d u i t s<br>phytosanitaires non<br>utilisables<br>Q = 990 kg | DC |

#### Constats :

Comme indiqué dans le constat n°1 du présent rapport les installations de l'établissement Euralis Céréales à Solférino, suite à la cessation d'activité partielle, sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

| Rubrique  | Description                                                                                                                              | Capacité                         | Régime* |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|---------|
| 2160-1.a) | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires et tout produit organique dégageant des poussières | V total = 136 111 m <sup>3</sup> | E       |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                         |    |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|----|
|           | des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.<br>1. Silos plats :<br>a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>                                                                                                                                                                                   |                                                         |    |
| 2160-2.b) | Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires et tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.<br>2. Autres installations,<br>b) si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup> | V = 14 722 m <sup>3</sup>                               | DC |
| 4718-1.   | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale                 | 2 réservoirs de 117,6 m <sup>3</sup><br>131 t de butane | DC |

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                   |    |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|----|
|           | <p>une teneur maximale de 1 % en oxygène).<br/> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t</p>          |                                                                   |    |
| 2175-2.   | <p>Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est :</p> <p>2. Supérieure à 100 m<sup>3</sup> mais inférieure à 500 m<sup>3</sup></p>                                                                              | <p>3 cuves de 50 m<sup>3</sup><br/> Total : 150 m<sup>3</sup></p> | D  |
| 2710-1.b) | <p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :<br/> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes</p> | Q = 3 t                                                           | DC |
| 2710-2.c) | <p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :</p>                                                                                                                                                                                                | V = 200 m <sup>3</sup>                                            | DC |

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                  |    |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----|
|         | ces déchets :<br>2. Collecte de déchets non dangereux :<br>Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>c) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>                                                                                                                                 |                                                                  |    |
| 2714-2. | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> | V = 500 m <sup>3</sup>                                           | D  |
| 2718-2. | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des                                                                                                                      | P r o d u i t s<br>phytosanitaires non utilisables<br>Q = 990 kg | DC |

|                                       |                                                                                                                                                                                                   |  |  |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
|                                       | l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.<br>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>2. inférieure à 1 t |  |  |
| Type de suites proposées : Sans suite |                                                                                                                                                                                                   |  |  |

### N° 3 : Accès

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2010, article 4.8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limite de propriété                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice de la réglementation, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux, d'interdiction de pénétrer).<br>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services et de secours et l'évacuation rapide du personnel.<br>Les abords du silo et des capacités de stockage doivent permettre l'accès facile des véhicules d'intervention et contournement des installations. |
| <b>Constats :</b><br><br>Suite à la visite d'inspection du 2 octobre 2024 l'exploitant devait mettre en place dans un délai de 6 mois à compter de la réception du présent rapport une clôture conformément au périmètre ICPE déclaré dans l'étude de danger de l'établissement.<br><br>Le jour de la visite d'inspection du 23 avril, il a été constaté sur site que l'exploitant avait mis en place une clôture afin de limiter l'accès au site notamment afin que les zones de dangers identifiées dans l'étude de danger soient inaccessibles aux tiers.         |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 2                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et état de marche                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement EURALIS, exploitant sur la commune de Solférino à l'adresse suivante : au bourg, 3 quartier de la gare, est mise en demeure : |

- d'entretenir et de maintenir en bon état de marche, l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site conformément à l'article 4.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2010 susvisé dans **un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### Constats :

Suite à la visite d'inspection du 2 octobre 2024 il avait été constaté la non conformité des moyens de lutte contre l'incendie. Il avait notamment été constaté que l'exploitant n'était pas en capacité de justifier de l'entretien et du bon état de marche des moyens de luttés contre l'incendie. Ainsi, il a été proposé de mettre en demeure l'exploitant de maintenir et d'entretenir ces moyens de lutte contre l'incendie conformément à l'article 4.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 décembre 2024.

Suite à la visite d'inspection du 23 avril 2026 il apparaît que les moyens de lutte contre l'incendie suivant ont été maintenues/supprimés et remplacés :

- le bassin de 500 m3 de réserve en eau est toujours présent sur site mais non entretenue ainsi l'exploitant a remplacé ce moyen de lutte contre l'incendie par 2 cuves d'eau existante de 150 m3 et remise en état (ajout de raccord DN100). Ces cuves sont alimentées manuellement par des eaux de forage (pompe 3 et 4). L'exploitant assure un contrôle visuel journalier du niveau d'eau. Le jour de la visite d'inspection, les cuves d'eau étaient remplies. Il a été constaté que les pompes alimentant les cuves étaient fonctionnelles. L'exploitant a pu alimenter les cuves le jour de la visite de l'inspection à la demande de l'exploitant.

Par ailleurs l'exploitant a transmis la fiche de réception du SDIS relative au 2 cuves de 150 m3 en date du 24 juillet 2025.

- la bâche de 240 m3 présente sur site paraissait en bonne état. La bâche était pleine et ne paraissait pas percée.

- l'exploitant a fourni les devis d'entretien des 4 pompes des forages permettant d'alimenter les 2 cuves de réserves en eau de 150 m3 et le réseau de RIA de l'établissement;

-L'exploitant a transmis le rapport de contrôle annuel du réseau de RIA en date du 29 janvier 2026. Il apparaît que l'ensemble du réseau de RIA a été identifié comme étant en bon état visuel mais avec une pression insuffisante (les RIA n'ayant pas été mis en eau).

L'exploitant a donc transmis le 3 juin 2026 le rapport de contrôle des RIA mis en eau. Ce rapport, daté du 1er juin 2026, indique un bon état général ainsi qu'un bon fonctionnement des 10 RIA présents sur le site.

La non-conformité ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024-655 en date du 11 décembre 2024 est levée, au regard des constats effectués lors de la visite d'inspection du 23 avril 2026.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'exploitant effectue un suivi des rondes visuelles relatives au remplissage des cuves.</li> <li>• L'exploitant a rédigé un protocole détaillant les manœuvres à effectuer pour alimenter les cuves d'eau incendie. Ce protocole est disponible en permanence sur le site. Il est accompagné d'un plan de localisation des installations incendie</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |